



Conseil de sécurité

Distr. générale
6 septembre 2017
Français
Original : anglais

Lettre datée du 20 septembre 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud

Les membres du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud, dont le mandat a été prorogé par la résolution [2353 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité, ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport établi par le Groupe dans les 120 jours suivant l'adoption de la résolution [2290 \(2016\)](#), en application des dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 12 de la résolution, qui ont été renouvelées au paragraphe 2 de la résolution [2353 \(2017\)](#).

Ce rapport a été présenté au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud le 6 septembre 2017.

Le Groupe vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document officiel du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts
sur le Soudan du Sud
(*Signé*) Klem **Ryan**

(*Signé*) Andrews **Atta-Asamoah**
Expert

(*Signé*) Andrei **Kolmakov**
Expert

(*Signé*) Ann **Oosterlinck**
Expert

(*Signé*) Colin **Thomas-Jensen**
Expert



Rapport du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud

Résumé

Comme dans ses rapports précédents, le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud constate que les principales menaces qui pèsent sur le peuple sud-soudanais découlent du fait que les parties à l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud n'en appliquent toujours pas les principales dispositions et persistent à vouloir régler le conflit par la voie militaire. Depuis le rapport du 13 avril 2017 (S/2017/326), la sécurité de la population civile ne s'est pas véritablement améliorée : les violences, principalement ethniques, ont continué, et avec elles la crise humanitaire d'ampleur nationale. La raison de cet échec est claire : depuis l'effondrement *de facto* du Gouvernement provisoire d'union nationale en juillet 2016, ceux qui ont le pouvoir d'appliquer les dispositions de l'Accord n'ont pas la volonté politique de le faire, ni de remédier aux pratiques de gouvernance néfastes et aux griefs historiques qui continuent d'alimenter le conflit au Soudan du Sud^a. On peut y voir une faillite de l'autorité de l'élite politique et militaire du pays, les membres du Gouvernement dirigé par le Président Salva Kiir et le Premier Vice-Président Taban Deng étant responsables au premier chef des violences actuelles.

Le Groupe d'experts relève que les offensives militaires menées ces derniers mois par les forces gouvernementales dans le Jonglei, le Haut-Nil et certaines parties de l'Équatoria ont aggravé considérablement la situation humanitaire d'un nombre beaucoup plus important de Sud-Soudanais. La population est en butte aux violences et à l'insécurité, à des déplacements à grande échelle, à une insécurité alimentaire aiguë et à une crise économique qui s'aggrave dans l'ensemble du pays. Les mesures prises par les dirigeants sud-soudanais n'ont en rien atténué ces menaces et il y a peu de chances que la situation s'améliore dans un avenir prévisible à moins d'un changement radical dans la manière dont les autorités nationales et la communauté internationale font face au conflit.

^a Dans le présent rapport, le terme « Gouvernement provisoire d'union nationale » et sa forme abrégée, « Gouvernement provisoire », s'entendent de l'entité décrite dans l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, qui prévoyait un partage du pouvoir entre le Gouvernement, l'opposition dirigée par Riek Machar et les « anciens détenus ». Le terme « Gouvernement » désigne la formation politique actuellement dirigée par Salva Kiir. Cette formation n'inclut pas l'opposition représentée par Riek Machar et n'est donc pas l'entité prévue par l'Accord. Le Groupe d'experts juge cette distinction importante car la question du respect des dispositions de l'Accord par le Gouvernement est une cause importante du conflit en cours. Le présent rapport concerne donc les menaces qui pèsent sur la population sud-soudanaise et non le Gouvernement provisoire.

I. Généralités

A. Mandat

1. En réaffirmant dans sa résolution [2353 \(2017\)](#) les dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 12 de sa résolution [2290 \(2016\)](#), le Conseil de sécurité a demandé, entre autres choses, que le Groupe d'experts lui présente une analyse des menaces pesant sur la sécurité du Gouvernement provisoire d'union nationale et de ses besoins pour ce qui est de maintenir l'ordre au Soudan du Sud, ainsi qu'une nouvelle analyse du rôle que jouent les transferts d'armes et de matériel connexe entrant au Soudan du Sud depuis la formation du Gouvernement provisoire en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord et les menaces contre la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), les autres organismes des Nations Unies et le personnel humanitaire international.

B. Méthode

2. Le présent rapport se fonde sur des recherches et des entretiens menés par le Groupe d'experts en juillet et en août 2017¹, ainsi que sur des documents du Gouvernement sud-soudanais, des entités régionales, dont l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union africaine, et des organisations internationales s'intéressant aux questions relatives au Soudan du Sud. Il se fonde également sur les travaux antérieurs du Groupe d'experts, notamment les rapports publics et confidentiels présentés précédemment au Conseil de sécurité, des centaines d'entretiens avec les principales parties prenantes, et de nombreux éléments d'informations et de preuve fournis par un large éventail de sources².

II. Aperçu général et structure

3. L'analyse présentée dans ce rapport s'articule autour de ce que le Groupe d'experts considère comme les principales menaces pesant sur la population sud-soudanaise. Le Groupe d'experts a examiné trois facteurs du conflit et les menaces qui en découlent : a) la lutte politique pour le pouvoir, qui prend de plus en plus la forme de violences ethniques; b) la détérioration persistante des conditions économiques et les difficultés qui en découlent pour la plupart des citoyens sud-soudanais; c) la crise humanitaire en cours, qui se traduit dans l'ensemble du pays par une insécurité alimentaire, des déplacements massifs de population et des épidémies.

4. L'intensification du conflit depuis le violent effondrement du Gouvernement provisoire en juillet 2016 a considérablement accru le nombre de groupes d'opposition et leur répartition géographique, au point que l'on s'est demandé dans quelle mesure l'Accord était toujours représentatif des intérêts de toutes les parties intéressées, ou même applicable.

5. Les hostilités se poursuivent au Soudan du Sud tandis qu'un ensemble complexe d'initiatives régionales et bilatérales concurrentes visent à régler le

¹ Le Groupe d'experts tient à appeler l'attention du Conseil de sécurité sur le fait que ses membres n'ont été nommés que le 11 juillet 2017 (voir [S/2017/594](#)) et n'ont pu commencer les travaux relevant du mandat actuel qu'à la fin du mois de juillet. Ils ont donc eu moins de temps pour établir le présent rapport.

² Le Groupe d'experts a décrit dans ses rapports précédents, et le plus récemment, dans son rapport du 13 avril 2017 ([S/2017/326](#)), la méthode qu'il suit pour ses enquêtes, notamment en ce qui concerne les sources confidentielles.

conflit. Ces initiatives présentent plusieurs lacunes : elles ne sont ni suffisamment contrôlées, ni respectées, ni assorties d'un plan de paix intégré et cohérent. Ce manque de cohérence témoigne des intérêts contradictoires et des rivalités sous-jacentes dans la région. Le Gouvernement a cherché à exploiter ces divisions pour entraver l'application de l'Accord. Faute d'une action internationale claire, les initiatives régionales visant à relancer l'Accord, à mettre fin aux divisions au sein du Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS), à favoriser un dialogue national crédible et sans exclusive et à encourager de toute autre manière les échanges entre les parties au conflit n'ont manifestement pas réussi à mettre fin aux combats.

6. Le présent rapport a notamment pour objet d'évaluer le rôle des armes en ce qui concerne l'application de l'Accord. Les opérations militaires en cours dans le pays, en particulier l'offensive gouvernementale menée en juillet et août 2017 dans le Haut-Nil, montrent que les dépenses militaires restent importantes. En outre, les violences survenant dans l'ensemble du pays montrent que les armes, loin de contribuer à améliorer la sécurité du peuple sud-soudanais, restent cause de souffrances et d'instabilité. Les enquêtes du Groupe d'experts mettent en évidence une tendance de fond : les armes vendues au Soudan du Sud sont invariablement utilisées contre des civils, soit directement par les services de sécurité et les milices qui leur sont associées, soit par des groupes armés et des criminels ayant accès à ces armes. La poursuite des transferts d'armes non réglementés ne fera qu'exacerber la menace de violences qui pèse sur les Sud-Soudanais. Le Groupe d'experts maintient donc la position qu'il a exprimée dans ses rapports précédents : une réglementation effective des armes au Soudan du Sud passe par un embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité et doit être appliquée par les acteurs régionaux.

III. Menaces pesant sur le peuple sud-soudanais

A. Lutte politique et ethnique pour le pouvoir

7. Le conflit au Soudan du Sud se caractérise par un ensemble de différends interagissant de manière complexe et dynamique au niveau national et au niveau infranational. Les rivalités politiques locales au niveau du comté ou de l'État, alimentées par des différends concernant les terres, l'accès aux ressources ou des injustices non réglées depuis parfois des décennies, ont souvent leur pendant au niveau national, des personnalités politiques et militaires de haut rang cherchant à tirer profit des divisions locales pour recueillir un appui et élargir leur influence politique. Le différend entre le Gouvernement et l'opposition dirigée par Riek Machar, qui a marqué le début du conflit, a évolué en un ensemble multiforme d'affrontements locaux qui à leur tour ont entraîné une prolifération de groupes armés, généralement constitués en fonction de critères ethniques.

8. Depuis l'effondrement du Gouvernement provisoire, l'opposition dirigée par Riek Machar a été affaiblie par trois facteurs : a) l'isolement physique de Machar en Afrique du Sud et son exclusion de certains processus politiques ont nui à la coordination et à la cohésion en son sein³; b) elle n'a pu trouver un appui logistique suffisant pour mener des opérations militaires importantes; c) de nouveaux groupes issus de défections dans les rangs du Gouvernement et dans les siens ont commencé

³ Entretiens avec des représentants de l'opposition tenus à Nairobi et à Addis-Abeba en août 2017.

à lui disputer l'appui local et la participation aux processus politiques nationaux et régionaux⁴.

9. L'affaiblissement de l'opposition n'a pas pour autant entraîné une atténuation du conflit. Au lieu d'appliquer l'Accord ou de chercher à négocier des solutions politiques en relative position de force, le Gouvernement s'est attaché à profiter de sa supériorité militaire – aucun facteur extérieur ne l'en empêchant – pour soumettre les populations civiles des zones considérées favorables à l'opposition. Depuis le début de 2017, il a mené des offensives de grande envergure dans le Haut-Nil, prenant pour cibles les forces Agwelek de Johnson Olony et la population chillouk de la rive occidentale du Nil en février et en mars, puis les territoires à prédominance nuer du nord du Jonglei en avril. Il a également continué de réprimer durement les insurrections dans certaines parties de l'Équatoria central et de l'Équatoria oriental.

10. Au début de juillet 2017, violant le cessez-le-feu qu'il avait lui-même décrété, le Gouvernement a lancé une offensive afin de prendre le quartier général du Mouvement/de l'Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS) dans l'opposition à Pagak, dans le nord-est du Haut-Nil, où Riek Machar avait établi son état-major depuis qu'il avait fui Djouba en décembre 2013⁵. L'offensive des forces gouvernementales a forcé des milliers de civils (principalement des Nuer) à fuir vers l'Éthiopie voisine⁶. Le 29 août, le Ministre de la défense et des anciens combattants, Kuol Manyang, a réaffirmé la position du Gouvernement sur les combats lors d'une réunion de la force opérationnelle conjointe tenue à Djouba : il y a déclaré que le Gouvernement n'hésiterait pas à « écraser » tous les « rebelles » qui se trouveraient encore au Soudan du Sud 30 jours plus tard, évoquant apparemment d'autres offensives des forces gouvernementales prévues les mois suivants⁷.

11. La progression des forces gouvernementales dans certaines régions du pays a cependant été ralentie par des tensions et des affrontements croissants au sein de la fragile coalition d'acteurs politiques et militaires qui soutiennent le Président. Les différends de plus en plus tendus et violents entre les clans dinka au sujet de la conduite et de la charge du conflit, la répartition du pouvoir et la question de la succession du Président ont provoqué des combats à Aweil et dans le Gogrial ces derniers mois.

12. La destitution du chef d'état-major de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), Paul Malong, par le Président en mai 2017 a mis en évidence bon nombre des tensions entre la communauté d'origine de Malong, à Aweil, et, d'une part, les Dinka de Ouarrap, d'où provient le Président, et, d'autre part, celle de de Bor, d'où sont issus Kuol Manyang et le Ministre de l'information et de

⁴ On peut voir un exemple de cette fragmentation de l'opposition dans la défection, fin juillet 2017, du chef de l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition, le général de corps d'armée John Kenyi Loborun, passé au Front de salut national, dirigé par le général Thomas Cirillo Swaka, ce qui fait craindre un conflit entre les groupes d'opposition dans l'Équatoria.

⁵ Lors d'un entretien téléphonique, Riek Machar a déclaré au Groupe d'experts que Pagak n'était qu'un lieu de réunion et non « une base importante ni le quartier général de l'opposition », 8 août 2017.

⁶ Selon des organismes humanitaires, la majorité de la population civile a fui Pagak, Maiwut et Mathiang à cause de la récente offensive, dont une grande partie vers l'Éthiopie, bien que seuls 1 600 nouveaux réfugiés du Soudan du Sud y aient été enregistrés entre le 15 juin et le 15 juillet. Beaucoup plus ont franchi la frontière mais ils éviteraient de s'inscrire comme réfugiés, craignant d'être réinstallés dans des camps loin de Gambela. Au moment de la rédaction du présent rapport, le contrôle de Pagak restait incertain, le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition affirmant avoir lancé une contre-offensive.

⁷ Ces propos ont été rapportés aux organisations internationales par des participants à la réunion et dans les médias sud-soudanais et ont été confirmés par le Ministre lors d'une réunion avec le Groupe tenue à Djouba le 12 septembre 2017.

l'audiovisuel, Michael Makuei⁸. Ces tensions ont été exacerbées par l'aggravation de la situation économique et de l'insécurité alimentaire, qui ont durement frappé de nombreuses communautés dinka, en particulier à Aweil, et ont provoqué un ressentiment envers le Gouvernement, l'impression étant que c'était parmi les forces dinka d'Aweil que la guerre avait fait le plus de victimes⁹. En juillet, le Président a décrété l'état d'urgence dans le Gogrial et à Aweil-Est ainsi qu'à Tonj et à Wau, en proie à des violences entre Dinka¹⁰. À la fin du mois d'août, les combats se poursuivaient entre groupes dinka à proximité d'Aweil¹¹.

13. Les divisions au sein de la coalition gouvernementale ressortent également du conflit entre les Bor dinka et les Murle, leurs voisins, dans le Jongleï. Le cycle ancien d'attaques violentes et de représailles entre ces deux communautés a pris un tour beaucoup plus grave en 2017 lorsque des milices de Bor armées par le Gouvernement (voir ci-après la section V concernant les armes) ont mené des attaques à grande échelle dans des zones peuplées par les Murle, visant en particulier des sites civils. Ces attaques ont eu pour effet de mettre fin à l'accord de paix signé en mai 2014 par le Gouvernement et l'opposition murle dirigée par David Yau Yau, les forces murle se ralliant de plus en plus à l'opposition armée, notamment au Front de salut national de Thomas Cirillo Swaka¹².

B. La détérioration des conditions économiques

14. La situation économique au Soudan du Sud s'est dégradée en 2017, les recettes publiques continuant de diminuer alors que les dépenses militaires restaient la priorité du Gouvernement¹³.

15. La majorité de la population sud-soudanaise ne participe pas à l'économie formelle, subsistant à l'aide de cultures vivrières ou de troc, avec peu de liens financiers avec le gouvernement central. Toutefois, les membres de la population urbaine qui dépendent de l'économie formelle voient leurs ressources financières déjà limitées s'amenuiser encore à mesure que la guerre se prolonge. D'après les estimations, l'inflation aurait dépassé les 360 % à la fin de juin 2017, ce qui fait que

⁸ Entretiens menés par le Groupe d'experts à Djouba en mai 2017 et à Nairobi, Kampala et Addis-Abeba en juillet et août 2017.

⁹ Rapport confidentiel établi sur la base d'entretiens menés à Aweil par un chercheur international et figurant dans les dossiers du Groupe d'experts. En février 2017, selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire pour le Bahr el-Ghazal septentrional, sur une population totale d'environ 1 400 000 personnes, quelque 560 000 se trouvaient en situation de crise (phase 3) et 180 000 en situation d'urgence (phase 4). En juin 2017, ces estimations ont été relevées à 640 000 personnes en situation de crise et 310 000 personnes en situation d'urgence. On trouvera des éléments de comparaison actualisés sur l'insécurité alimentaire au Soudan du Sud dans le rapport complet de janvier 2017, disponible à l'adresse www.ipcinfo.org/ipcinfo-detail-forms/ipcinfo-map-detail/en/c/471270, et dans l'alerte mondiale de juin 2017, disponible à l'adresse www.ipcinfo.org/ipcinfo-detail-forms/ipcinfo-news-detail/en/c/897072.

¹⁰ Nabeel Biajo et Waakhe Simon Wudu, « South Sudan declares state of emergency in four states », Voice of America News, 8 juillet 2017, disponible à l'adresse www.voanews.com/a/south-sudan-declares-state-of-emergency-in-four-states/3949486.html.

¹¹ Radio Tamazuj, « Government troops say repulsed rebel attack in Aweil East », 30 août 2017, disponible à l'adresse <https://radiotamazuj.org/en/news/article/government-troops-says-repulsed-rebel-attack-in-aweil-east>.

¹² Entretiens avec trois sources confidentielles de haut rang ayant une connaissance directe de la question, à Djouba en mai 2017 et à Addis-Abeba en août 2017.

¹³ Agence France Presse, « War-torn South Sudan passes budget despite lacking funds », News24, 30 août 2017. Disponible à l'adresse www.news24.com/Africa/News/war-torn-south-sudan-passes-budget-despite-lacking-funds-20170829.

beaucoup ne parviennent que difficilement à acheter des aliments de base¹⁴. À Djouba, en mai, 1 kilogramme de sorgho se vendait 88,57 livres sud-soudanaises, soit une hausse de plus de 300 % par rapport à l'année précédente. De même, à Aweil et à Wau, il se vendait 200 % plus cher qu'à la même date en 2016¹⁵.

16. Cette augmentation est en partie imputable à la dépréciation rapide de la livre sud-soudanaise, qui a eu des incidences sur l'importation de denrées alimentaires. À Djouba, au début d'août 2017, le taux de change était de l'ordre de 160 à 180 livres sud-soudanaises pour 1 dollar. En décembre 2013, il était de 4 pour 1. Cette brusque dévaluation a aggravé le manque de recettes publiques qui, conjugué à d'autres facteurs, a fait que les pouvoirs publics ont eu des difficultés à payer les traitements. De nombreux fonctionnaires n'avaient pas été payés depuis trois mois à la date d'établissement du présent rapport¹⁶, l'attente étant parfois beaucoup plus longue, notamment pour de nombreux membres d'ambassades¹⁷. Le Gouvernement a sollicité l'aide de donateurs à plusieurs reprises afin de pouvoir verser ces traitements mais a de plus en plus de mal à trouver un soutien financier extérieur à mesure que la guerre se prolonge. Selon les propos d'une source diplomatique au Groupe d'experts, il aurait notamment, ces dernières semaines, demandé à des donateurs de payer les soldes de militaires¹⁸.

17. Face à l'insuffisance des recettes, le Gouvernement envisage de réduire ses dépenses en supprimant les subventions qu'il verse à la Nil Petroleum Corporation pour l'importation de carburants destinés à la consommation intérieure. Il réaliserait ainsi une économie estimée à environ 183 millions de dollars par an¹⁹. À court terme, toutefois, il provoquerait ainsi probablement une brusque hausse du coût du transport, ce qui augmenterait encore les prix alimentaires.

18. Pour remédier au déficit budgétaire, le Gouvernement a essayé d'augmenter la production pétrolière et l'investissement étranger dans le secteur pétrolier et dans celui des ressources naturelles. Les résultats ont été mitigés. À l'heure actuelle, la production de pétrole est estimée à 130 000 barils par jour, soit environ 37 % de son niveau d'avant le conflit. Le Ministère du pétrole a déclaré avoir pour objectif à court terme de pousser la production à 200 000 barils par jour à la fin de 2017, notamment en faisant forer 30 nouveaux puits²⁰. Toutefois, cet objectif sera difficile à atteindre étant donné l'insécurité persistante dans les régions productrices du Haut-Nil, de l'Unité et du Liech-Septentrional²¹.

¹⁴ Trading Economics, « South Sudan inflation rate 2008-2017 », disponible à l'adresse <https://tradingeconomics.com/south-sudan/inflation-cpi>.

¹⁵ Famine Early Warning Systems Network, « South Sudan food security outlook: June 2017 to January 2018 », juillet 2017, disponible à l'adresse http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/SOUTH%20SUDAN%20Food%20Security%20Outlook_06302017.pdf.

¹⁶ Radio Tamazuj, « South Sudan government admits difficulty in paying civil servants », 7 juillet 2017, disponible à l'adresse <https://radiotamazuj.org/en/news/article/south-sudan-government-admits-difficulty-in-paying-civil-servants>.

¹⁷ Entretien avec une source de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, 1^{er} août 2017, et communication avec des membres du corps diplomatique à New York, juillet 2017.

¹⁸ Entretien avec un membre du corps diplomatique à Addis-Abeba, août 2017.

¹⁹ Jale Richard, « Fuel subsidies to be lifted in 2017-2018 budget », Gurtong, 8 juillet 2017, disponible à l'adresse www.gurtong.net/ECM/Editorial/tabid/124/ctl/ArticleView/mid/519/articleId/20671/Fuel-Subsidies-To-Be-Lifted-In-2017-2018-Budget.aspx.

²⁰ Reuters, « South Sudan boosts oil output, targets 350,000 bpd peak by mid-2018 », Citizen Digital, 5 juin 2017, disponible à l'adresse <https://citizentv.co.ke/business/south-sudan-boosts-oil-output-targets-350000-bpd-peak-by-mid-2018-167490>.

²¹ Sudan Tribune, « South Sudan army says foiled attack on Upper Nile oilfields », 23 juillet 2017, disponible à l'adresse www.sudantribune.com/spip.php?iframe&page=imprimable&id_article=63064.

19. L'insécurité sur les principaux axes d'approvisionnement depuis l'Ouganda a également nui à l'approvisionnement de Djouba et contribué à des hausses de prix. Divers groupes opposés au Gouvernement seraient responsables de certaines des attaques commises, en particulier le long de l'axe stratégique Djouba-Nimuli, par lesquelles ils cherchent à faire pression sur le Gouvernement en menaçant la principale ligne d'approvisionnement de la capitale²². Celui-ci a donc demandé à l'Ouganda (et dernièrement à la MINUSS) de l'aider à sécuriser les routes desservant Djouba²³.

20. Les services commerciaux ont également pâti de la suspension des services bancaires formels dans de nombreux endroits. Depuis le début de 2017, la Kenya Commercial Bank a fermé cinq agences dans le pays après y avoir perdu 2,8 milliards de livres sud-soudanaises en 2016²⁴. De même, le groupe Equity Bank a confirmé la fermeture de 7 de ses 12 agences au Soudan du Sud, la dévaluation de la livre sud-soudanaise l'ayant obligé à passer 58,14 millions de créances par pertes et profits en 2016²⁵. Le départ des banques étrangères diminue encore les possibilités de contracter de nouveaux prêts ou d'investir dans l'économie.

C. Crise humanitaire

21. Les violences interethniques qui continuent de frapper l'ensemble du pays restent un danger immense pour la population sud-soudanaise. Les civils continuent d'être victimes d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations et de détentions arbitraires, de disparitions forcées, de violence sexuelle, d'enrôlement forcé, de déplacements forcés, de restrictions à leur liberté de circulation, de harcèlement et de destruction de leurs moyens de subsistance, de la part de toutes les parties au conflit²⁶. La population est donc exposée à plusieurs menaces liées et cumulatives.

Déplacements forcés

22. Au moment de l'établissement du présent rapport, près de 1 Sud-soudanais sur 3 avait dû quitter son logement, contre 1 sur 12 pendant la première année de la crise²⁷. Au 31 juillet 2017, quelque 2 millions de personnes avaient été déplacées et

²² Radio Tamazuj, « SPLA-IO claims responsibility for convoy attack on Juba-Nimule road », 9 juin 2017, disponible à l'adresse <https://radiotamazuj.org/en/news/article/south-sudan-rebels-claim-responsibility-for-convoy-attack-on-juba-nimule-road>.

²³ Communiqué conjoint de la police ougandaise et de la police sud-soudanaise, disponible à l'adresse www.upf.go.ug/joint-communique-uganda-police-s-sudan-police; MINUSS, extrait de la conférence de presse donnée à l'arrivée de la force de protection régionale, 8 août 2017, disponible à l'adresse <https://unmiss.unmissions.org/press-conference-arrival-regional-protection-forces-juba-south-sudan>.

²⁴ Reuters, « KCB closes South Sudan outlets, cites hyperinflation », *Star*, 13 mai 2017, disponible à l'adresse www.the-star.co.ke/news/2017/05/13/kcb-closes-south-sudan-outlets-cites-hyperinflation_c1560178.

²⁵ Reuters, « Equity Bank closes seven branches in war-torn South Sudan », *Star*, 24 mai 2017, disponible à l'adresse www.the-star.co.ke/news/2017/05/24/equity-bank-closes-seven-branches-in-war-torn-south-sudan_c1567328.

²⁶ Entretiens du Groupe d'experts avec des travailleurs humanitaires et des fonctionnaires de l'ONU à New York en juillet 2017, ainsi qu'à Nairobi, à Kampala et par téléphone en août 2017.

²⁷ Organisation internationale pour les migrations, « L'OIM intervient face à la saison des pluies qui menace de propager l'épidémie de choléra au Soudan du Sud », 8 août 2017. Disponible à l'adresse <https://www.iom.int/fr/news/loim-intervient-face-la-saison-des-pluies-qui-menace-de-propager-lepidemie-de-cholera-au-soudan>.

autant avaient fui le pays. L'Ouganda accueille environ un million de réfugiés, dont 250 000 sont arrivés depuis février 2017²⁸.

23. Dans le Haut-Nil, le Gouvernement a lancé des attaques répétées contre la rive ouest depuis 2015, comme le Groupe d'experts l'a signalé dans ses rapports précédents (voir S/2016/70 et S/2017/326). Ces offensives ont contraint la plupart des Chillouk à se réfugier dans le site de protection des civils de la MINUSS à Malakal ou de l'autre côté de la frontière, au Soudan. D'après les organismes humanitaires, il resterait actuellement moins de 17 000 Chillouk dans le Haut-Nil hors du site de Malakal, principalement dans les camps de déplacés d'Aburoc et alentour. Cet exode, connu du Président, des ministres et des officiers supérieurs, est clairement une conséquence prévisible des opérations militaires menées par le Gouvernement²⁹.

Crise alimentaire

24. Malgré une action humanitaire à grande échelle menée tout au long de 2017, l'insécurité alimentaire a continué de s'aggraver plus rapidement que prévu³⁰. En juillet, d'après les évaluations, 6 millions de personnes, soit au moins la moitié de la population estimée du pays, étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë au Soudan du Sud, dont 1,7 million de personnes au bord de la famine³¹. Le Groupe d'experts note en particulier que les offensives gouvernementales répétées dans le sud de l'Unité ont empêché la population civile de cultiver suffisamment, de s'occuper du bétail et de recevoir une aide alimentaire stable en suffisance (voir S/2017/326).

Maladies

25. Les déplacements répétés, l'insécurité alimentaire et le manque d'accès aux services, s'ajoutant à la saison des pluies, ont provoqué l'épidémie de choléra la plus meurtrière depuis l'indépendance³², ainsi que des épidémies de paludisme, de rougeole et d'autres maladies infectieuses et d'origine hydrique à plusieurs endroits.

²⁸ On trouvera les chiffres les plus récents dans les informations régionales et points opérationnels du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés concernant le Soudan du Sud, à l'adresse <http://data.unhcr.org/SouthSudan/regional.php>.

²⁹ Lors d'une réunion tenue le 5 mai à Djouba entre le Coordonnateur du Groupe d'experts, le Président et le Ministre de l'information et de l'audiovisuel, Michael Makuei, concernant les déplacements de la population Chillouk du Haut-Nil, M. Makuei a déclaré que les personnes déplacées de Wau Shilluk « ne sont pas des civils, mais des rebelles ». Ni M. Makuei ni le Président n'ont indiqué durant la réunion qu'ils considéraient la situation sur la rive ouest du Haut-Nil comme préoccupante ou comme une priorité du Gouvernement en termes d'action humanitaire. Le Groupe d'experts a également reçu de services de renseignement occidentaux des informations confidentielles tendant à confirmer que le déplacement des Chillouk s'inscrit dans une stratégie militaire.

³⁰ Voir les prévisions du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire pour le Soudan du Sud, pour la période allant de janvier à juillet 2017, disponible à l'adresse www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_South_Sudan_Key%20Messages_Feb2017.pdf.

³¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « South Sudan situation report », 18 juillet 2017, disponible à l'adresse http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/FAOSouthSudanSituationReport_18July2017.pdf.

³² Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Humanitarian bulletin: South Sudan », n° 12, 28 juillet 2017, disponible à l'adresse http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SS_170728_OCHA_SouthSudan_Humanitarian_Bulletin12.pdf.

Des maladies que l'on peut normalement traiter tuent ou affaiblissent aujourd'hui de nombreux Sud-Soudanais³³.

Restrictions d'accès

26. Toutes les parties au conflit continuent d'empêcher régulièrement l'accès des organismes humanitaires. Le nombre de ces restrictions a augmenté, passant de 89 en mai à 100 en juin puis 136 en juillet, chiffre le plus élevé signalé jusqu'à présent en 2017³⁴. La plupart des problèmes d'accès signalés sont des restrictions d'accès, des interdictions de circuler ou des menaces à l'encontre du personnel, entraînant leur évacuation³⁵.

Attaques contre des travailleurs humanitaires

27. En juillet 2017, au moins 17 travailleurs humanitaires avaient été tués depuis le début de l'année, soit 84 en tout depuis décembre 2013³⁶.

28. Le Groupe d'experts conclut d'entretiens avec des agents humanitaires travaillant dans les zones touchées que ce sont les forces gouvernementales qui commettent la plupart de ces violations, s'en prenant à des civils sur la base de leur appartenance supposée à des groupes d'opposition, souvent liée à leur origine ethnique³⁷.

IV. Évolution de la situation régionale

29. Les répercussions humanitaires et économiques du conflit et son incidence sur la sécurité continuent d'affecter les États voisins mais tardent à susciter une action coordonnée et durable des États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement aux fins d'un processus politique cohérent appuyé par de véritables pressions sur les parties. De nouvelles tentatives régionales de mettre fin au conflit ont abouti en juillet 2017 à la création d'un forum de revitalisation de haut niveau où les parties à l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud et les groupes dissidents pourront discuter des moyens de rétablir un cessez-le-feu permanent, de mettre pleinement en œuvre l'Accord et de fixer un

³³ Organisation mondiale de la Santé, « South Sudan Health Cluster Bulletin », n° 6, 30 juin 2017, disponible à l'adresse <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Health-Cluster-Bulletin-1-to-30-June-2017.pdf>.

³⁴ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan: humanitarian access situation snapshot », mai 2017, juin 2017 et juillet 2017, disponibles aux adresses http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ss_20170606_access_snapshot_may_final.pdf, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ss_20170709_access_snapshot_june.pdf et http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SS_20170808_Access_Snapshot_July_final.pdf.

³⁵ Par exemple, le 30 juin et le 3 juillet 2017, la MINUSS a reçu de la Bor Community Youth Association des lettres dans lesquelles celle-ci exigeait que tous les Équatoriens travaillant pour des organismes de l'ONU ou des organisations non gouvernementales quittent Bor dans les 72 heures, sans quoi des mesures seraient prises. La MINUSS a décidé de fournir un logement temporaire, dans sa base de Bor, aux Équatoriens membres du personnel qui pensaient ne pas pouvoir rentrer chez eux en toute sécurité (d'après des rapports internes de l'ONU examinés par le Groupe d'experts).

³⁶ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « South Sudan humanitarian situation report », n° 111, 20 juillet 2017, disponible à l'adresse <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20South%20Sudan%20Mid-Year%20Humanitarian%20SitRep%20%28%23111%29%20-%2020%20July%202017.pdf>.

³⁷ Entretiens du Groupe d'experts avec des travailleurs humanitaires et des fonctionnaires de l'ONU à New York en juillet 2017, ainsi qu'à Nairobi, à Kampala et par téléphone en août 2017.

calendrier pour les élections à la fin de la transition³⁸. Dans le même temps, le Président ougandais, Yoweri Museveni, à la demande de Salva Kiir³⁹ dit-on, a entrepris une initiative bilatérale pour relancer le processus d'Arusha de 2015, qui visait à réunifier le Mouvement populaire de libération du Soudan. Le 20 juillet, il a rencontré M. Kiir à Kampala et facilité la tenue de réunions entre des membres des anciens détenus, de l'APLS dans l'opposition (faction pro-Taban) et du M/APLS au Gouvernement. Une troisième initiative, menée par le Kenya, vise à rassembler les groupes d'opposition sud-soudanais⁴⁰.

30. Ensemble, ces initiatives montrent que les États de la région continuent d'estimer qu'il faut mettre fin à la guerre, mais leur façon de s'y prendre comporte des lacunes manifestes. La multiplication des efforts diplomatiques permet aux parties de rechercher les instances les plus favorables et de s'engager sélectivement dans plusieurs processus, retardant ainsi une opération militaire et se soustrayant aux tentatives d'imposer un règlement politique du conflit. En outre, la tentative du forum de revitalisation de haut niveau de remédier au manque d'ouverture du processus de revitalisation n'a pas permis de dégager une définition claire de ce qu'est un groupe dissident, condition nécessaire pour élargir le processus à ceux qui sont actuellement exclus de l'Accord sur le règlement du conflit⁴¹. Certains groupes d'opposition ont également soutenu que l'exclusion prolongée de Riek Machar, appuyée par les États-Unis d'Amérique, était contreproductive et nuisait à la neutralité envers les parties au conflit exigée des pays de la région tels que l'Afrique du Sud⁴².

31. Même si les conditions de sécurité continuent de se détériorer au Soudan du Sud et si les combats continuent dans de nombreuses parties du pays, causant des perturbations considérables, l'un des objectifs principaux du forum de revitalisation a été atteint avec l'élaboration d'un calendrier électoral, conformément aux dispositions de l'Accord sur le règlement du conflit⁴³. Le projet d'organiser des élections nationales en 2018 a également été promu par le Gouvernement. Toutefois, compte tenu des menaces qui pèsent actuellement sur la population et du fait que plus d'une personne sur trois a été déplacée par la guerre, beaucoup considéreront probablement ces élections comme illégitimes. Sans une amélioration des conditions de sécurité, une plus grande transparence, de véritables réformes politiques, la mise en place de mécanismes de responsabilité effective et une

³⁸ Autorité intergouvernementale pour le développement, communiqué publié à l'issue de la cinquante-septième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'IGAD sur le Soudan du Sud, 2 juillet 2017, disponible à l'adresse <https://igad.int/communique/1586-communique-of-the-57th-extra-ordinary-session-of-the-igad-council-of-ministers>.

³⁹ Entretien avec des membres de groupes d'opposition ayant participé au processus de Kampala, Nairobi, 23 juillet 2017.

⁴⁰ Discussions du Groupe d'experts avec des groupes d'opposition sud-soudanais, juillet et août 2017.

⁴¹ Il s'agit d'une partie des principaux points soulevés par de nombreux participants à une réunion d'experts sud-soudanais, organisée en Éthiopie en août 2017 par l'Autorité intergouvernementale pour le développement. D'après certaines personnes présentes, de nombreux participants ont vivement critiqué l'Autorité pour sa gestion du conflit.

⁴² Entretiens avec plusieurs groupes d'opposition sud-soudanais, juillet et août 2017, et entretien téléphonique avec Riek Machar, lors duquel il a qualifié sa situation en Afrique du Sud de « détention », 8 août 2017.

⁴³ L'Accord dispose que la Commission électorale nationale doit organiser l'élection du Président, de l'Assemblée nationale, des gouverneurs d'État et des assemblées d'État 60 jours avant la fin de la période de transition, et veiller à ce que les résultats reflètent largement la volonté de l'électorat (voir S/2015/654, par.16.5).

véritable ouverture politique, des élections risquent fort de provoquer de nouvelles violences⁴⁴.

32. Depuis la signature de l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, en 2015, la communauté internationale n'a pu mobiliser le soutien nécessaire pour faire progresser la réforme politique et le processus de réconciliation du pays. Chaque membre de l'Autorité intergouvernementale pour le développement fait face à ses propres difficultés internes qui, conjuguées à des rivalités régionales anciennes et complexes, continuent de nuire au consensus sur le Soudan du Sud. Plus généralement, le rôle moteur des États-Unis et d'autres nations qui exerçaient autrefois une grande influence dans la région s'est considérablement amoindri en 2017. Par conséquent, sans une attitude beaucoup plus cohérente et plus unie de la part des membres de l'Autorité et sans un appui plus large de la communauté internationale en faveur d'un processus politique unique et ouvert, les efforts actuels n'aboutiront probablement pas à la mise en œuvre de l'Accord ni à la fin des violences au Soudan du Sud.

V. Armements

A. Le Haut-Nil

33. La poursuite des offensives gouvernementales dans le Haut-Nil et les menaces d'offensives proférées par le Ministre de la défense et des anciens combattants, mentionnées aux paragraphes 9, 10 et 23 ci-dessus, portent à croire que le Gouvernement continue de se procurer des armes. Au cours de son mandat actuel, le Groupe d'experts n'a pas pu se rendre à Pagak pour inspecter les armes ou les véhicules militaires présents dans la zone, mais il a examiné des photographies de véhicules utilisés lors d'opérations récentes. Il note que les véhicules blindés utilisés par les forces gouvernementales dans le Haut-Nil (voir fig. I) ressemblent fortement à ceux que les forces soudanaises auraient saisis lors d'opérations au Darfour en juin 2017 (voir fig. II). Les enquêtes se poursuivent sur le constructeur (probablement le même pour les deux véhicules photographiés) et le fournisseur des véhicules aux fins de déterminer s'ils proviennent de la même source.

⁴⁴ Le Groupe d'experts partage l'évaluation présentée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud devant le Conseil de sécurité, le 24 août 2017, selon laquelle « l'insécurité actuelle, les déplacements de population internes et externes et l'absence d'institutions appropriées, ou de chances politiques raisonnablement égales, dans un environnement ethnique de plus en plus divisé, vont à l'encontre de l'organisation d'élections crédibles dans un délai d'un an. En fait, cela peut très bien contribuer à aggraver et à prolonger le conflit » (S/PV.8030).

Figure I
Véhicule blindé dans le Haut-Nil, près de Maiwut, juillet 2017



Source : Confidentielle.

Figure II
Véhicule blindé à Khartoum, août 2017



Source : Groupe d'experts sur le Soudan.

B. Achat d'armes par l'opposition

34. Conformément aux conclusions exposées par le Groupe d'experts dans ses rapports précédents, l'accès aux armes par les forces de l'opposition reste limité; rien n'indique qu'un groupe d'opposition ait pu se procurer une grande quantité d'armes et de munitions auprès de sources extérieures. Les armes et les munitions observées aux mains de l'opposition au cours de l'année écoulée ont probablement été prises en grande partie lors de combats ou à la faveur de défections au sein des forces gouvernementales. Un commandant des forces de l'opposition en Équatoria a expliqué au Groupe d'experts que ses soldats achetaient des armes individuelles à des soldats du Gouvernement qui n'avaient pas reçu leur solde et avaient déserté⁴⁵. Le Groupe d'experts ne peut corroborer de source indépendante cette affirmation,

⁴⁵ Entretien avec un officier de haut rang de l'opposition, Addis-Abeba, août 2017.

mais la vente d'armes des forces gouvernementales sur le marché local lui avait déjà été signalée en juin 2016⁴⁶. En outre, il a reçu d'experts en armements de la région des informations selon lesquelles des fournisseurs situés le long des frontières avec la République centrafricaine et la République démocratique du Congo se livraient à un commerce d'armes transfrontalier vers le Soudan du Sud ou vers l'extérieur, bien que, selon eux, le nombre d'armes échangées est faible⁴⁷.

C. Détournement d'armes

35. Fin avril et début mai 2017, une colonne lourdement armée de Bor dinka a effectué des raids dans les régions de Jongleï peuplées de Murle, à Gumuruk et dans les alentours de Pibor, s'en prenant à des civils et leur volant du bétail⁴⁸. Selon des sources indépendantes, la colonne était armée de mitrailleuses lourdes de 12,7 mm; de mortiers de 60/82 mm, de fusils-mitrailleurs PKM et forte de 20 à 25 véhicules, dont des véhicules blindés de transport de troupes, des camions et des pick-up. Selon diverses sources s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, les armes avaient été fournies directement par des commandants locaux de l'APLS à Bor⁴⁹. Lors d'une réunion, tenue en mai 2017, le Coordonnateur du Groupe d'experts a abordé la question avec le Président. Celui-ci n'a pas nié que des armes étaient détournées, bien que le Ministre de l'information et de l'audiovisuel, Michael Makuei, originaire de Bor et également présent à la réunion, ait rejeté ces allégations. Selon de nombreuses sources gouvernementales, le Président et M. Makuei ont discuté de la question des armes fournies à la communauté de Bor, lors d'une séance ultérieure du Conseil des ministres, tenue le 5 mai. D'autres informations reçues en août indiquent que des armes ont également été détournées par des dirigeants politiques et militaires au profit de communautés de Gogrial, ce qui a alimenté la violence entre clans dinka rivaux⁵⁰.

VI. Conclusion

36. Depuis le précédent rapport public du Groupe d'experts, en avril 2017, les efforts de paix au Soudan du Sud ont continué d'être mis à mal par les actions du Gouvernement et des différents groupes d'opposition, ce qui s'est traduit par une poursuite des combats dans l'ensemble du pays. Il n'y a donc pas eu de progrès notable dans la mise en œuvre de l'Accord sur le règlement du conflit. Les tentatives d'inverser cette tendance se sont heurtées à une résistance de certains membres du Gouvernement, qui continuent de mener des politiques visant à restreindre encore la liberté d'information et à mettre fin à toute possibilité de dissidence politique. Le Groupe d'experts continue de considérer l'embarco sur les armes et l'imposition de sanctions ciblées, recommandés dans ses rapports précédents (S/2015/656, S/2016/70, S/2016/963 et S/2017/326), comme des instruments majeurs pour inciter les principaux dirigeants à laisser les options militaires pour se tourner vers des solutions politiques.

⁴⁶ Entretien avec un officier de l'opposition, Djouba, juin 2016.

⁴⁷ Documents confidentiels communiqués au Groupe.

⁴⁸ Communications entre le Groupe et des membres des communautés, des officiers supérieurs sud-soudanais, ainsi que des responsables politiques et des membres de la communauté internationale au fait du conflit, avril et mai 2017.

⁴⁹ Informations fournies par trois sources indépendantes ayant une connaissance directe du conflit à Bor.

⁵⁰ Radio Tamazuj, « Special investigation: 11 influential leaders accused of fueling Aguok-Apuk conflict in Gogrial », 21 août 2017. Disponible à l'adresse <https://radiotamazuj.org/en/news/article/11-influential-leaders-accused-of-fueling-aguok-apuk-conflict-in-gogrial-state>.